

dépôt le 29/08/24
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE des chênaies

N°1019 - 29 août 2024

«Monde ouvrier, monde oublié»

Pierre Gwiazdzinski était ouvrier depuis 10 ans à Audun-le-Tiche en Lorraine. Après des problèmes de santé, il est décédé cet été à l'âge de 27 ans. Avant de disparaître, il avait rédigé une belle lettre, où il racontait le «cycle infernal» d'un travail répétitif, dénué de sens, et déplorait le temps et les talents volés par le salariat. Son texte a été rendu public par sa famille et lu sur France Culture. Le voici:

«De l'acier au satin, des ouvriers aux assassins

Un Américain célèbre nommé Henri Ford a créé un monstre à deux têtes. D'une part une révolution indus-

truelle et de l'autre un asservissement ouvrier.

Une formule, résume très bien ce statut des ouvriers les fameux «Mozart assassinés». Ils portent leur peine au travail en serviles bras robotiques humanoïdes, alors qu'ils cachent souvent des talents insoupçonnés.

Et tout ça pour quoi? Payer un loyer indécent, rembourser un crédit voiture qui leur sert principalement à se rendre à l'usine ou à faire quelques courses dans un magasin discount toujours trop cher pour leur budget?

En ayant mis les pieds dans ce milieu, chaussures de sécurité comprises, j'ai eu l'occasion de rencontrer quelques-uns de ces Mozart.

Des gens humbles, travailleurs et malheureusement résignés. Ces hommes dissimulaient souvent des talents inexploités et pour leur plus grand malheur, ils n'en avaient même pas conscience.

Qu'est-ce qui est le pire, le mal de dos? Les insomnies liées au travail posté de l'industrie? Non! Le pire, c'est la résignation!

Se contenter de ce qu'on a alors que l'on possède sans doute d'autres talents. Voilà le pire. Il y a une frustration indescriptible à faire un travail répétitif dénué de sens quand on a des idées plein la tête, mais le cerveau embrumé.

La question serait de savoir qui est fautif? La société? La brutalité parfois indécente de la vie? L'éducation? L'école? Un mélange de tout cela sans doute. Je pense qu'il y a des gens qui ne sont tout simplement pas adaptés à cette société, des «handicapés sociaux» si l'on peut dire.

N'y aurait-il pas un travail à faire dès l'enfance, au-delà du simulacre d'orientation en vigueur? Pourquoi pas des stages multiples, plusieurs à chaque âge, à chaque classe? Tester des métiers, des idées diverses proposées aux enfants en construction, pour justement les aider à construire un avenir qui ne leur fera pas regretter leur passé. Et des méthodes différentes pour les enfants différents afin que chacun trouve sa place.

Zola, Hugo et d'autres ont déjà écrit à ce sujet. C'était il y a plus d'un siècle, mais rien n'a changé.

Bien sûr, il y eut les «35 heures», les congés payés et autres poudres aux yeux.

Mais si l'on compte 10 heures au bas mot entre la préparation, la route aller-retour, les heures de travail (voir plus en fonction du bon vouloir de la pause repas décidée par la direction) et huit heures de sommeil (si toutefois on y parvient) que nous reste-t-il? 6 heures de vie? Elles sont consacrées à la «vie de famille» si les horaires sont compatibles bien sûr, aux tâches ménagères et autres corvées. Pour finir, il nous reste 45 minutes pour nous abrutir devant Netflix avant de recommencer ce cycle infernal.

Force est de constater que pas grand-chose n'a évolué depuis Marx. Si on a la «chance» d'œuvrer dans les hautes sphères, on travaille pour un capital et une reconnaissance certaine, mais pour ces ouvriers qu'en est-il? Ils sont des «invisibles» de la société pour les plus «chanceux» et des

«oubliés méprisés» pour les autres.

Avec ce système, on a créé des êtres malheureux, dépressifs, insomniaques, bourrés de cachetons en guise de Soma.

Système dystopique accepté par la plupart des citoyens soumis malgré eux.

Et loin de moi de propager des idées gauchistes. Je ne suis pas politisé, je suis simplement submergé dans ce système dégoûtant.

Monde ouvrier, Monde oublié»

Pierre Gwiazdzinski, ouvrier (1997-2024)

Que deviendra le «permis de tuer» sous la nouvelle Assemblée?

Au printemps, la Cour de cassation a jugé que les policiers peuvent tirer même en dehors de la légitime défense.

Dans la foulée, l'Assemblée nationale a esquissé un geste en faveur de la modification de l'article L435-1 du Code de sécurité intérieure... Juste avant d'être dissoute. Tout reste à faire.

Avant l'affligeant épisode de la dissolution, l'année parlementaire a terminé sur un épisode largement passé sous les radars. Le 29 mai, l'Assemblée nationale avait adopté un rapport «sur la hausse du nombre de refus d'obtempérer et les conditions d'usage de leurs armes par les forces de l'ordre». Dans la foulée, le député socialiste Roger Vicot annonçait déposer un projet de loi pour modifier l'article L435-1 du Code de la sécurité intérieure, le fameux permis de tuer de la police. Pour ce député, la rédaction actuelle du texte est «trop floue. Cela mérite une clarification et une précision». Hélas, la dissolution prononcée dix jours plus tard a tout chamboulé. Reste à savoir si la nouvelle Assemblée nationale proposera une telle loi, et si elle la soutiendra.

Pour préparer la rentrée, il est utile de se replonger dans les données factuelles du problème, mises à jour par Flagrant déni au cours de l'année écoulée. Depuis 2017, dans les situations de refus d'obtempérer suite à un contrôle routier, la létalité des policiers a augmenté de 70%. Alors que face au nombre de morts consécutifs à des refus d'obtempérer, l'État et l'institution policière font corps pour décliner toute responsabilité, les statistiques jettent une lumière froide sur les mensonges de la parole publique. Depuis la loi votée par le gouvernement socialiste, le nombre de refus d'obtempérer réputés «dangereux» aurait augmenté de 35%; celui du nombre de décès consécutifs à des tirs policiers a, quand-à-lui, bondi de 500%. Ce ne sont pas les gens qui sont subitement devenus plus méchants, mais bien la police qui est devenue plus violente.

L'alerte de Flagrant déni entendue à l'Assemblée

Comment démontrer que cette explosion de la violence policière est une politique organisée? Il a d'abord fallu batailler avec le ministère de l'Intérieur pour obtenir un bout de papier tenu secret depuis sa rédaction en 2021. Après un bras de fer avec le ministère de l'Intérieur, Flagrant

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103-

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site oueb: <www.radiozinzine.org>

déni a obtenu communication de l'instruction qui fixe les règles d'usage des armes applicables aux policiers. Notre analyse dévoile que ce document essentiel, au cœur de toutes les batailles judiciaires et politiques sur les tirs policiers mortels, présente de grosses lacunes juridiques. En synthèse: les imprécisions de cette instruction interne à la police la rendent dangereuse. L'alerte de Flagrant déni a été entendue par les rapporteurs de l'Assemblée. En toute logique, une nouvelle instruction devrait voir le jour. A moins que la police continue de faire la sourde oreille?

Juste avant le rapport parlementaire, la justice a aussi conclu de manière tragique l'affaire Luis Bico, l'une des premières victimes du «permis de tuer» offert à la police en 2017. Flagrant déni avait décrypté en vidéo cet homicide policier, dans lequel le policier a ouvert le feu alors qu'il avait des passant·es en ligne de mire. La question posée à la Cour de cassation, la plus haute juridiction française, était simple, mais décisive: en cas de refus d'obtempérer, la police peut-elle tirer même en dehors de la légitime défense? Pour la première fois, la Cour de cassation a clairement répondu «oui». L'existence du permis de tuer est donc officiellement entérinée par la justice. Et pourrait sceller le sort de nombreuses affaires, comme celles de Jérôme Laronze, Gaye Camara, ou Adam et Raihane. Une centaine de personnes sont mortes sous les balles de la police depuis 2017. Pour les familles des victimes, «c'est la loi de 2017 qui a permis à la police de tuer nos frères». Désormais, le doute n'est plus permis: l'article L435-1 doit être aboli.

La rédaction de Flagrant déni
<https://www.flagrant-deni.fr>

Médias: toujours plus à l'extrême droite

Les milliardaires ont fait leur choix depuis longtemps: plutôt Hitler que le Front Populaire, c'est à dire plutôt l'extrême droite qu'une gauche qui menacerait leurs intérêts. Depuis des années, c'est une propagande éhontée pour le RN, des torrents de diffamations contre la France Insoumise, des reportages anxigènes et islamophobes, des intox, des syndicats policiers tous les jours sur les plateaux, une surreprésentation ahurissante des thèmes et invités de droite... Pour cette rentrée 2024, de nouveaux caps sont franchis. L'empire de Bolloré et la chaîne BFM assument d'être des canaux officiels de diffusion du néofascisme, et ne font même plus semblant de mettre en scène une pseudo-pluralité.

Une néo-nazie masculiniste sur Europe 1

Bolloré possède Paris Match, Europe 1, le JDD et Cnews, qui servent de tribune à son «combat civilisationnel», selon ses propres mots. Mais ce n'est pas encore assez. Sur la radio Europe 1, qu'il a aussi rachetée, le milliardaire a offert une émission sur mesure à Cyril Hanouna pendant la campagne législative avant l'été.

C'est simple, il a dégagé la présentatrice du jour au lendemain et donné carte blanche à son animateur phare pendant deux semaines avant les élections: ce dernier a ainsi pu diffuser ses fake news et sa propagande immonde, invi-

tant dans chaque émission des personnalités d'extrême droite. Certains propos haineux et délirants tombaient sous le coup de la loi et ont même disparu du site de la radio.

Cette émission porte bien son nom: «On marche sur la tête». Pour la rentrée, elle est reconduite, et Hanouna embauche carrément à l'antenne, tous les jours, une néo-nazie. Oui, rien que ça.

Anne-Thaïs du Tertre, dite Thaïs d'Escufon, est une militante fasciste issue d'une famille d'aristocrates. Obsédée par le «grand remplacement», elle a milité au sein de l'Action Française, groupuscule royaliste et pétainiste, avant d'être porte-parole de Génération Identitaire, groupe raciste aujourd'hui dissout, lui même issu d'un collectif néonazi, baptisé Unité radicale¹.

D'escufon a été condamnée pour «provocation à la haine raciale», affirme défendre la «race blanche» contre «le péril mortel» de l'immigration, et appelle à la «reconquête». Elle n'a aucun mandat politique, ne représente rien en-dehors de son racisme mais bénéficie d'une immense visibilité médiatique. Elle a déjà été invitée dans l'émission Touche pas à mon poste! sur C8.

En 2021, elle est embauchée par l'équipe de Zemmour pour faire la campagne du candidat d'extrême droite. En parallèle, elle lance une chaîne YouTube violemment antiféministe. Elle produit des vidéos masculinistes, dénigre les femmes, défend des agresseurs, appelle à interdire le divorce, donne des «conseils» aux hommes célibataires pour manipuler les femmes et obtenir une compagne «traditionnelle» et soumise... Dans ses contenus, elle nie le viol conjugal et estime que si une femme demande à son partenaire d'utiliser des moyens de contraception, «elle ne l'aime pas vraiment». Ce créneau est un business destiné à escroquer les incels² fascistes: elle a créé un site baptisé «Hommes de valeur», où elle vend des formations frelatées pour aider les masculinistes à trouver une compagne.

Thaïs d'Escufon a aussi milité aux côtés d'un cadre de Génération Identitaire, Adrien Ragot, qui est accusé de viol par une étudiante et de tentative de meurtre contre un jeune lyonnais. Voilà qui a fait sa rentrée médiatique, ce lundi 26 août, aux côtés d'Hanouna.

Un plateau 100% réactionnaire sur BFM

On critique beaucoup Bolloré, mais la chaîne BFM a adopté la même ligne éditoriale. Médiapart révélait que pendant la campagne des législatives, la direction avait donné comme consigne de mettre à l'antenne davantage «d'éditorialistes de droite et droite +».

Les chefs de la chaîne avaient même diffusé une liste d'éditorialistes d'extrême droite qu'il faut inviter: un ex-communicant du RN, le «JDD» et des journalistes de «Valeurs actuelles». Les «chroniqueurs» du journal d'extrême droite condamné pour racisme sont ainsi invités plusieurs fois par jour sur les plateaux. Le média Arrêt sur Image, avait par exemple comptabilisé les interventions de membres de Valeurs Actuelles: «Du lundi 10 au vendredi 14 juin inclus: pas moins de quatre journalistes du magazine d'extrême droite s'y sont succédé, jusqu'à 7 fois par jour, dans 21 passages au total».

Pour la rentrée, BFM, dirigée par Marc Olivier Fogiel, chien de garde proche du couple Macron, qui avait interdit à ses équipes d'utiliser le terme de «violences policières» à l'antenne car il est, selon lui, «connoté politiquement», lan-

ce une Nouvelle émission en prime time, intitulée «Liberté, égalité, Brunet!», chargée de «débatte passionnément de l'actualité». Le plateau est 100% réactionnaire, et pourrait même doubler Cnews sur sa droite.

Le présentateur d'abord: Eric Brunet, est un droitard enragé qui fait passer Pascal Praud pour un modéré. Il a été éditorialiste au magazine Valeurs Actuelles. En 2018, il lance avec les sionistes d'extrême droite Gilles-William Goldnadel et André Bercoff le média La France libre, présenté comme une «télé anti-Mélenchon». En 2017 déjà sur BFM, il hurlait que «la CGT, Solidaire et Mélenchon sont sur une ligne vénézuélienne» et ajoutait «y'a 19% d'abrutis» qui ont voté France Insoumise. En 2012, sur la même chaîne, il présentait déjà une émission baptisée «Direct de droite».

Parmi ses prises de position, il appelle à abolir le droit de grève et réquisitionner les grévistes dans les transports. Il est aussi «membre du Comité d'honneur de l'UNI», un syndicat étudiant d'extrême droite pro-Zemmour.

Enfin, Eric Brunet a été directeur de la communication du groupe Vitalia, une firme de cliniques privées. À l'antenne, il a longuement défendu l'hospitalisation privée. L'association Acrimed a pointé dès 2014 un grave conflit d'intérêts à l'encontre de l'animateur, sans qu'il ne soit inquiété le moins du monde.

Eric Brunet n'a pas de carte de presse, mais il a reçu la Légion d'honneur des mains de son ami Nicolas Sarkozy. La prochaine fois qu'un téléspectateur de BFM ose qualifier un média indépendant de «militant», parlez lui d'Eric Brunet.

Sur le plateau de cette émission, on trouve Yves Thérard, directeur adjoint du Figaro, opposé au mariage pour tous, il squatte les plateaux télé depuis 10 ans. Sur LCI en octobre 2019, il affirmait: «Je déteste la religion musulmane. Il m'est arrivé, en France, de prendre le bus ou un bateau où il y avait quelqu'un avec un voile, et je suis descendu» avant de conclure «l'islamophobie, ça n'existe pas.»

Le 14 janvier 2019, il fantasme: «L'immigration, contrairement à ce qui a été dit, est au cœur aussi de la révolte des Gilets jaunes.» Quelques semaines plus tard, constatant qu'il s'agit d'un mouvement social et pas d'un mouvement raciste, il appelle finalement à réprimer le plus durement possible les Gilets Jaunes.

Sur son temps libre, Yves Thérard empoche des cachets pour animer des réunions du MEDEF, ou déclare sans rire

que les magistrats sont des «crypto-marxistes». En 2024 sur France 5, il estime que «Rachida Dati (...) c'est la petite beurette qui est montée dans les échelons».

À ses côtés, l'insupportable Barbara Lefebvre, présentée comme «enseignante» mais qui est en réalité militante de droite extrême. Engagée en faveur de François Fillon, obsessionnelle sur l'islam, elle commente l'actualité en hurlant sur les chaînes du groupe BFM

depuis de trop longues années. En 2021 à propos de l'euthanasie, elle déclare: «j'vais être très triviale, quand on vous annonce une maladie incurable, bah vous sautez d'un pont».

Depuis la rentrée médiatique, Barbara Lefebvre se surpasse. Voici ses chroniques en quelques jours seulement: un «tacle» contre le député insoumis Delogu, une intervention intitulée «Faure c'est le toutou de Mélenchon!», puis «Les Français veulent de l'ordre, pas des irresponsables!», et «Si vous mettez les électeurs du NFP dans la rue, il va y avoir des violences!» ou encore «Il y a trop de vacances scolaires dans l'année!» Oui, vous pouvez aller vérifier, c'est authentique.

Pendant les législatives, elle hurlait que «LFI est l'ennemi mortel de la démocratie» et que ce mouvement est «la plus grande force de trouble à l'ordre public de ce pays!». Précisons que Barbara Lefebvre passe aussi régulièrement sur la chaîne israélienne I24, qui appartient au même groupe que BFM et diffuse des propos génocidaires et fascistes.

Autres animateurs: Charles Consigny, qui a été «conseiller en communication» de Christine Boutin, qui a soutenu Nicolas Sarkozy et Valérie Pécresse, et qui se revendique d'une droite «cool», mais aussi Jean-François Achilli, «consultant» en communication pour le patronat, et rédacteur d'une autobiographie de Jordan Bardella.

Enfin, pour compléter le magnifique pluralisme de ce plateau, Marlène Schiappa, ancienne ministre macroniste qui a détourné les fonds publics créés après l'assassinat de Samuel Paty, et Patrick Vignal, ancien député macroniste qui déclarait en 2019: «j'assume parfaitement de mentir pour protéger le président. On va être très clair, s'il faut dire la vérité aux français, ça veut dire 10 ans de sang et de larmes.» Pendant son mandat, il était remarqué par son absentéisme hors norme à l'Assemblée. Il a également défilé avec le Rassemblement National pour défendre la corrida.

Rêvons un peu en imaginant un équivalent de gauche à cette situation: c'est comme si, tous les jours, sur une télé nationale aux heures de grande écoute, une émission était présentée par un ou une militante anticapitaliste entourée d'intervenants allant de la France Insoumise aux anarchistes en passant par le NPA, pour commenter l'actualité en insultant les riches et la droite. Impossible n'est-ce pas? Les puissances médiatiques ne sont pas de notre côté.

Ce triste état des lieux ressemble au musée des horreurs mais c'est simplement le paysage audiovisuel français en 2024. La pensée unique, c'est ça. Jeter votre télé et convaincre vos proches d'éteindre les leurs est une priorité politique absolue, en plus d'être excellent pour leur santé mentale.

<https://contre-attaque.net>

1. Unité radicale avait été dissous après qu'un de ses membres aient tenté d'assassiner le président Jacques Chirac avec une arme à feu. NDLR
2. Les incels sont les « involuntary celibate » ou célibataires involontaires sont des masculinistes qui pensent que s'ils se retrouvent célibataires c'est à cause de l'offensive féministe qui empêche les femmes «d'accéder» à de «vrais» hommes. Un certain nombre d'incels ont déjà perpétré des attentats meurtriers dans des pays anglo-saxons. NDLR

Radio Zinzine Info
F - 04300 Lumans
Tél. 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0224G87780
ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:
Jean Duflot
Edité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:
22 € pour 6 mois
42 € pour 1 an
abonnement de soutien 50€
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Tarn, ZAD de la «cal-arbre», plusieurs actions sur le chantier de l'autoroute A69

Le chantier de l'autoroute A69 a été la cible de plusieurs incendies ces derniers jours. Face à la ZAD de la «cal-arbre», un coffrage destiné à couler la pile d'un pont a été incendié la nuit de jeudi à vendredi. Les pompiers ont essuyé de nombreux jets de pierre. Vers 1h30 du matin, plusieurs groupes de militants cagoulés ont jeté des pierres sur la zone afin de créer une diversion, contraignant les agents de sécurité à se mettre à l'abri. L'un des groupe a incendié l'ouvrage en lançant plusieurs cocktails Molotov. Pompiers et gendarmes sont intervenus, mais ont essuyé de nombreux caillassages. L'incident n'a pas fait de blessé et aucune interpellation n'a eu lieu.

Dans la nuit de samedi à dimanche, un bungalow est parti en fumée, ainsi qu'un véhicule de la police municipale. Samedi en fin de journée, les forces de l'ordre déployées pour contrer les opposants ont été confrontées à des tirs de mortiers, de jets de pierres catapultées et de cocktails Molotov. Une cinquantaine de gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogène, de grenades désencercantes et menaces au LBD. Une personne a été interpellée dimanche, suspectée d'avoir attaqué un des agents de sécurité avec «un outil en fer».

<https://secoursrouge.org/>

